

Arrêt immédiat des bombardements ! Retrait des troupes russes d'Ukraine ! A bas la guerre !

La Fédération CGT des sociétés d'études dénonce l'invasion de l'Ukraine par les forces armées de l'impérialisme Russe. Elle exige l'arrêt immédiat de la guerre, le retour des militaires dans leurs casernes, l'arrêt de l'extension de l'OTAN et, au-delà, son démantèlement. Elle exprime sa solidarité avec le peuple ukrainien écrasé sous les bombes, ainsi qu'aux millions de réfugiés jetés sur les routes de l'exil.

La Fédération CGT des sociétés d'études est aux côtés du peuple russe qui manifeste courageusement son refus malgré la répression. Elle se situe aux côtés des peuples qui, partout dans le monde, subissent les affres de la guerre, de la misère et de l'exploitation.

La Fédération CGT des sociétés d'études œuvre pour la paix et refuse la guerre d'où qu'elle vienne. Elle refuse que la France s'implique dans la guerre, sous quelque forme que ce soit. Comme disait Jaurès, « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage* ».

La Fédération CGT des sociétés d'études dénonce la guerre économique impitoyable que se livrent les trusts à l'échelle mondiale pour accroître toujours plus leurs profits, au mépris des droits sociaux, des libertés et de la paix.

Elle révèle :

- la crise du système politique et l'instabilité interne des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de la Russie après deux années de pandémie et de multiplication des luttes,
- L'enlisement du « *format Normandie* » de la gestion du conflit lié avec l'occupation de la Crimée
- La nécessité, tant pour Biden que Poutine, de regagner une légitimité internationale pour garder ou reconquérir leurs zones d'influence respectives.

L'engrenage de la guerre nourrit la guerre et la course aux armements. Tous les gouvernements des pays européens annoncent une augmentation de leur budget militaire : 9 milliards de plus pour la France.

Et pendant ce temps, le gouvernement Macron/Castex continue de fermer des lits dans les hôpitaux. Il continue de s'attaquer aux services publics et annonce désormais à des millions de travailleurs et de femmes travailleuses qui n'arrivent plus à boucler leurs fins de mois, qu'il va falloir se serrer encore davantage la ceinture avec l'explosion du prix de l'essence, du gaz, de l'alimentation et de nombreuses matières premières indispensables à notre industrie !

NON ce n'est pas à nous, ce n'est pas aux peuples de payer la facture de leurs guerres !

Les guerres et leurs cortèges de sanctions ont toujours accru les souffrances et les privations des travailleurs et des femmes travailleuses ordinaires, et si peu des prétendues « élites » qui les gouvernent.

Et il faudrait accepter de nouvelles privations, la misère encore aggravées par la guerre et les sanctions, dans notre pays où cinq individus possèdent autant que 27 millions ?

Et il faudrait accepter que le Président-candidat Macron, utilisant la situation à son profit, annonce son intention de repousser l'âge de départ en retraite de 62 à 65 ans ? En aucun cas !

Pour l'augmentation immédiate des salaires et des pensions, pour le retour de la retraite à 60 ans,

Guerre à la guerre, pas d'union nationale, ni avec les patrons, ni avec Macron !

Organisons la mobilisation pour la désescalade, la paix, la dissolution des blocs et l'autodétermination des peuples.

Montreuil, le 22 février 2022

Fédération des Sociétés d'Etudes